

MARGIER, Antonin (2017) *Cohabiter l'espace public. Conflits d'appropriation et rapports de pouvoir à Montréal et Paris*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 198 p. (ISBN 978-2-75355-193-0)

Annick Germain

Volume 63, numéro 178, avril 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1075781ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1075781ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

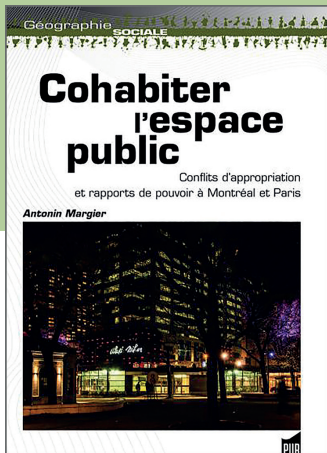
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, A. (2019). Compte rendu de [MARGIER, Antonin (2017) *Cohabiter l'espace public. Conflits d'appropriation et rapports de pouvoir à Montréal et Paris*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 198 p. (ISBN 978-2-75355-193-0)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 63(178), 107–108. <https://doi.org/10.7202/1075781ar>

## Comptes rendus bibliographiques



MARGIER, Antonin (2017)  
*Cohabiter l'espace public. Conflits d'appropriation et rapports de pouvoir à Montréal et Paris*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 198 p.

(ISBN 978-2-75355-193-0)

L'ouvrage d'Antonin Margier est plus qu'une étude de cas comparative de deux espaces publics à Montréal et Paris; il s'agit avant tout d'une proposition d'un nouveau mode de lecture de l'appropriation des

espaces publics au prisme de l'habiter, et des conflits qu'engendre son partage. D'où le titre inédit *Cohabiter l'espace public*. On verra d'ailleurs plus loin ce qui le sépare d'une étude de cohabitation dans l'espace public.

Six chapitres composent ce livre qui s'ouvre sur une revue des écrits, suivie d'un exposé de la perspective théorique adoptée par l'auteur, deux chapitres qui condensent, de mon point de vue, la contribution la plus intéressante de Margier. Les espaces publics ont inspiré de nombreux observateurs et chercheurs, ces dernières années, car ils sont au cœur de nombreuses mutations urbaines. Mais très vite, l'auteur prend ses distances avec un discours très général sur les effets «punitifs» des politiques néolibérales et d'un antiurbanisme revanchiste pour tenter de comprendre les réalités de l'exclusion par en bas, en quelque sorte, sur le terrain des usages quotidiens des espaces publics. Bien plus, c'est à une véritable analyse de la production résidentielle des espaces publics qu'il nous convie dès lors, en délaissant une focalisation exclusive sur les espaces centraux et l'échelle métropolitaine pour saisir les espaces publics de proximité du quartier, où peut se jouer la constitution d'un chez-soi, rejoignant ainsi une problématique de l'habiter. Pour baliser sa réflexion, l'auteur fait un (long) détour par la géographie structurale, évoque quelques philosophes avant de s'attarder à la notion d'appropriation de l'espace, notamment comme acte identitaire, ce qui s'avérera particulièrement judicieux pour comprendre la présence des populations marginalisées, notamment les itinérants dans les espaces

publics. Cette perspective lui permettra aussi de saisir «le désir d'espaces publics résidentiels» (chapitre V) qui mobilise les actions des riverains cherchant à purifier les espaces publics pour éloigner les indésirables. C'est dire que Margier ne mobilise pas le registre de l'analyse de la sociabilité publique pour étudier les usages des espaces publics, mais bien celui de l'habiter.

Cette perspective est alors mise à l'épreuve dans deux études de cas. La première porte sur le square Cabot, dans le Village Shaughnessy à Montréal, et la seconde, sur la Goutte d'or à Paris, un quartier péricentral souvent étudié par les chercheurs parisiens, alors que le premier fait partie du centre-ville de Montréal (partie ouest) mais ne possède pas la même épaisseur de quartier (Margier parlera d'ailleurs de la «fabrique d'un village urbain»). Les personnes marginalisées sont différentes dans les deux cas (il s'agit essentiellement d'Autochtones dont des Inuit, dans le cas montréalais). Les deux secteurs sont par contre au cœur de recompositions urbaines importantes.

Le chapitre IV illustre la manière dont les espaces publics sont incorporés à l'expérience résidentielle dans les deux quartiers, qui sont représentés comme des villages nourrissant un fort sentiment d'appartenance. L'auteur note que «les espaces publics constituent pour les riverains des positions sociospatiales dont l'appropriation leur permet pleinement d'habiter leur quartier. Or, leur occupation par des personnes marginalisées, sans abri, toxicomanes et prostituées, se révèle un obstacle à cette appropriation et au déploiement de pratiques résidentielles» (p. 82), d'où l'émergence de conflits.

Dans le chapitre V, l'auteur étudie les mobilisations des riverains et détaille les éléments de normalisation résidentielle qui vont faire des personnes marginalisées des *out of place* (en anglais dans le texte), conduisant à leur dispersion douce. Le chapitre VI examine de fait les différentes mesures de sécurisation, d'animation des espaces, portées à l'occasion par les associations pour stimuler le réinvestissement des lieux. Dans ses remarques conclusives, l'auteur revient sur les formes de pouvoir mises en œuvre pour déplacer les marginaux dans ces deux quartiers, des formes plus subtiles que celles affichées

généralement par les pratiques revanchistes, et surtout le rôle qu'y joue l'espace.

Le texte de Margier est issu d'une thèse de doctorat réalisée, pour sa partie empirique, entre 2011 et 2013, au moyen d'une cinquantaine d'entrevues (riverains, marginaux, acteurs publics et associatifs). On pourra regretter certains raccourcis dans la présentation des habitants et des marginaux, ainsi que des environs immédiats des espaces publics, mais surtout dans la présentation de tous les usagers des espaces publics et de leurs modes de cohabitation. Au passage, le square Cabot est plus un espace public du centre-ville qu'un espace public de quartier, et ses usagers comprennent aussi les usagers du centre-ville. Il a fait l'objet d'un réaménagement récent important, les Autochtones travaillent au café de la Maison ronde, mais il restera à évaluer l'effet de ce nouvel aménagement sur les dynamiques sociales. Par ailleurs, les environs immédiats font actuellement l'objet d'un projet résidentiel immobilier de grande envergure.

Mais le pari de l'auteur d'aborder les espaces publics par le prisme de l'habiter reste tout aussi valable et sa contribution tout aussi significative.

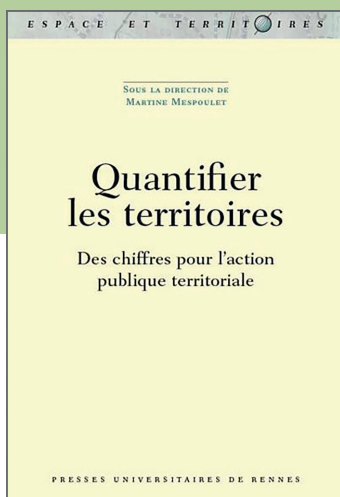
#### **Annick GERMAIN**

Institut national de la recherche scientifique  
Centre Urbanisation Culture Société  
Montréal (Canada)

marquent leurs contextes respectifs de développement territorial. Mieux, au-delà des discours sur les chiffres et les modes de leur fabrication présentés dans l'ouvrage, s'y profile une problématique bien plus profonde, celle de confrontation quasi épistémologique entre les chiffres et les mots, entre les échelles spatiales, temporelles et les dimensions fonctionnelles de leur usage, entre les acteurs professionnels et la société civile, entre la démocratie et la statistique. Il ne s'agit pas d'étudier les clivages, mais plutôt de comprendre les mécanismes en œuvre, pour tirer les meilleurs enseignements des expériences et recherches effectuées sur le sujet dans les trois pays.

Qui d'entre nous n'a pas été confronté, dans la recherche, la maîtrise d'œuvre urbaine ou sur le terrain des opérations urbaines, à l'absence des données statistiques nécessaires ou aux difficultés que peut entraîner leur incohérence? Responsables des stratégies de développement urbain, professionnels de la planification, de conception et de fabrication des cadres de vie en ville, chercheurs des solutions urbaines optimales, mais aussi usagers de l'espace, citoyens d'aujourd'hui et de demain, nous sommes tous intéressés par l'évaluation de l'action publique. Qui doit évaluer les politiques publiques locales, comment, pourquoi et pour qui? D'où viennent les problèmes, comment les analyser pour aboutir à des choix méthodologiques raisonnés et proposer des supports de décision les plus appropriés, sans contourner les statistiques étatiques, normalisées, uniformisées, mais souvent peu adaptées aux besoins et enjeux locaux? En les complétant, en les adaptant au contexte, ou en les diversifiant et en les rendant plus flexibles?

Tout le long de l'ouvrage, des réponses scientifiquement prudentes sont proposées au lecteur. La mise en débat comporte des volets passionnants où s'entremêlent plusieurs questions à la fois. Comment faire pour réussir une bonne approche de quantification, sans aboutir à l'hégémonie de l'indicateur dans la maîtrise d'usage, l'apanage de la société civile désormais invitée dans les diagnostics partagés, participant au processus de coconstruction des indicateurs, de coconception des stratégies, de coproduction de l'espace en ville? Comment et pourquoi faut-il concilier les nomenclatures statistiques pour éviter l'hypertrophie des données entre les différentes échelles territoriales, administratives et institutionnelles, tout en affinant les informations en fonction des différents enjeux locaux? Comment procéder pour légitimer des systèmes d'information hybrides



MESPOULET, Martine (dir.) (2017)  
*Quantifier les territoires. Des chiffres pour l'action publique territoriale.*  
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 242 p.

(ISBN 978-2-75355-319-4)

Encore une fois, les Presses universitaires de Rennes nous gratifient d'un ouvrage fort intéressant. Les chercheurs belges, canadiens et français de profils différents (sciences sociales, politiques, économiques et droit)

y croisent leurs opinions sur les approches d'évaluation de l'action publique territoriale. C'est d'autant plus captivant que l'on sait les différences sociopolitiques qui